

Université Populaire de Narbonne (UPS)

Site de l'UPS : <http://upsnarbonne.unblog.fr/>

Site du café philo : <http://cafephilo.unblog.fr/>

Site de Michel Tozzi : www.philotozzi.com

Mail de Michel Tozzi : michel.tozzi@orange.fr

Revue de didactique de la philosophie *Diotime*: www.educ-revues.fr/diotime/

PÔLE PHILO

ATELIER DE PHILOSOPHIE POUR ADULTES (2013-2014)

(10^{ième} année)

Séance 4 du 14-12-2013

9h30-12h15

(Nombre de participants : 15)

La Politique et l'Ethique ou la Morale en Politique

Introduction de la séance : Gérard Gélis

Animation - reformulation : Michel Tozzi

Présidence de séance : Anne-Marie De Backer

Synthèse de la discussion : Daniel Coste

Saisie des textes des participants : Jean-François Burghard

I) Introduction (Gérard)

Tout ce qui concerne la vie de la Cité (Polis), et spécialement la gestion des conflits, des rapports de forces et du pouvoir. La politique serait donc la guerre ? Plutôt ce qui vise à l'empêcher, à l'éviter, à la surmonter : c'est la gestion pacifique des antagonismes, des alliances, des rapports de domination, de soumission ou d'obéissance. C'est ce qui la rend nécessaire : nous vivons ensemble, dans un même pays (politique intérieure) sur une même planète (politique internationale), sans avoir toujours les mêmes intérêts, ni la même histoire, les mêmes opinions, la même culture. L'égoïsme est la règle. L'incompréhension est la règle. Comment ne serions nous pas rivaux ou ennemis, plus souvent qu'amis ou solidaires ? .

De là les conflits entre les individus, entre les classes, entre les Etats, et la menace toujours de la guerre. « Les hommes sont conduits plutôt par le désir aveugle que par la raison » disait Spinoza, aussi sont-ils « par nature ennemis les uns des autres » *Traité politique*. Et Epicure, vingt siècles plus tôt : « L'homme n'est de nature ni sociable ni en possession de mœurs douces » (Discours cité par Themistius).

L'histoire entre-temps, ne les a guère démentis, et la politique n'est jamais que l'histoire au présent. Que d'injustice partout ! Que d'horreurs presque partout ! Pourtant, c'est notre intérêt à tous que la paix advienne ou se perpétue, que la solidarité s'organise ou se développe : elles ne sont pas données, mais toujours à faire, à refaire, à préserver, à renforcer... C'est à quoi servent les partis, les syndicats, les élections, c'est à quoi servent ou devraient servir les Etats. C'est à quoi sert ou devrait servir la Politique. Il s'agit de créer des convergences d'intérêts, ce qui ne va pas sans compromis, afin que la paix soit, afin que la justice et la liberté puissent être.

Qu'est-ce que la politique ? C'est la vie commune et conflictuelle sous l'autorité de l'Etat et pour son contrôle (politique intérieure), entre Etats et sous leur protection (politique internationale) : c'est l'art de prendre, de garder, et d'utiliser le pouvoir ; c'est l'art aussi de le partager car il n'y a pas d'autres façons, en vérité, de le prendre ou de le garder. C'est aussi l'art de convaincre, par la parole, les écrits, et les actes et l'exemple. La paix et la concorde

valent mieux pour l'intérêt commun. « Il n'y a pas de vie sans persuasion » disait Marcel Camus, et il ajoutait aussitôt que « l'histoire d'aujourd'hui ne connaît que l'intimidation ». Est-ce que les choses ont vraiment changé depuis ?

Avant d'aborder la morale et l'éthique en politique, savoir si elle existe malgré tout, si elle est espérée, si elle est impossible à mettre en œuvre, attardons-nous sur la définition du pouvoir, car c'est bien lui qui est le but suprême des femmes et des hommes politiques.

Le Pouvoir. Définition chez Hobbes : « Le pouvoir d'un homme consiste dans ses moyens présents d'obtenir quelque bien apparent futur » (*Léviathan* chap. 10). C'est donc du réel puisque c'est du présent, mais tout entier tourné vers l'avenir. Pouvoir c'est pouvoir faire. Encore faut-il distinguer le *pouvoir de*, qu'on appellerait puissance (pouvoir de marcher, de parler ...) et le *pouvoir sur*, qui est une forme du précédent (c'est le pouvoir de commander et de se faire obéir), mais qui porte sur des êtres humains et qui est le pouvoir au sens strict. Dès que l'action possible est pouvoir possible sur la volonté de quelqu'un ou sur un groupe, on passe du pouvoir de au pouvoir sur, et l'action possible est alors immédiatement action réelle. Pouvoir punir ou récompenser, pouvoir interdire ou autoriser, cette simple possibilité (comme pouvoir de) est déjà une réalité (comme pouvoir sur), c'est le secret du pouvoir : il s'exerce même quand il n'agit pas ; il gouverne même quand il n'ordonne pas. Le pouvoir n'est que la puissance d'un homme ou d'un groupe sur d'autres hommes ou d'autres groupes. C'est la puissance humaine que l'on subit ou que l'on exerce. La puissance nous la partageons avec la nature. Il n'est de pouvoir qu'humain. C'est pourquoi il est tellement irritant, quand c'est celui des autres, et tellement délicieux quand c'est le sien.

Hobbes encore : « Je mets au premier rang à titre d'inclination générale de toute l'humanité, un désir perpétuel et sans trêve d'acquérir pouvoir après pouvoir, désir qui ne cesse qu'à la mort ». Mais Montesquieu ajoute : « C'est une expérience éternelle que tout homme qui a du pouvoir est porté à en abuser ».

C'est pendant les périodes économiques très difficiles que l'abus de pouvoir est le mieux perçu. Machiavel, dans *Le Prince*, dit : « Une société corrompue est une société dans laquelle les hommes ne savent plus exercer leur liberté ». Donc, le pouvoir corrompt, et pour ne partir que du début du 20^e siècle et en remontant à nos jours, de l'affaire du canal de Panama, de celle de la banque de Chine, de l'aéro-postale, Stavisky, Ubat-gracquo, les emplois fictifs de la mairie de Paris, Clearsteam, Bettancourt, Tapie, Cahuzac, crise financière de 2008, liste non exhaustive, on s'aperçoit de la promiscuité et de la porosité des milieux économiques, judiciaires, politiques et médiatiques. Même le soupçon de corruption n'a pas épargné le sommet de l'Etat (Un ancien président de la République et un ancien premier ministre condamnés).

Dans l'affaire Stavisky par exemple, c'est l'ensemble du parti radical qui se trouve accusé. On colle des affiches dans Paris où l'on voit Stavisky signer un chèque au parti radical. Serions-nous à la veille d'un effondrement moral comme dans les années 30 ? Rappelons-nous les événements de février 1934 où les ligues fascistes (Les croix de feu du colonel De la Rocque) voulurent prendre d'assaut le parlement, pour tenter d'abattre la République qu'elles nommaient la gueuse. Il s'en fallut de peu, et aujourd'hui certaines actions xénophobes, homophobes, pourraient être la tentation du pire.

Aujourd'hui paradoxalement, les pouvoirs d'un chef d'Etat sont amoindris par des instances politiques, financières, économiques internationales qui ont le pouvoir de décider de l'avenir d'un pays en lui intimant des ordres qui vont à l'encontre des projets démocratiquement choisis lors des élections par le peuple. A cette impuissance s'ajoute une éthique quelque peu relâchée qui augmente la méfiance, et même le rejet de toute la classe politique.

Il fut un temps pas si lointain où tout était politique. La politique était tout au point qu'une bonne politique était la seule morale nécessaire. *Une action était moralement bonne si elle*

était politiquement juste. Morale de militant pleine de bonne conscience et d'enthousiasme. Mais était-ce encore une morale ?.

Dans les années 68, la morale était considérée comme une idéologie servile et judéo-chrétienne. Le Devoir ? Un idéalisme petit-bourgeois. Tout était bon pour tirer à boulets rouges sur l'état-major de la conscience. A bas la moraline, comme disait Nietzsche, vive la révolution et la liberté ! Le mot faisait même sourire Althusser et Foucault, on saluait en Deleuze son côté immoraliste. La morale paraissait répressive, castratrice, culpabilisatrice. La politique en tenait lieu et suffisait à tout. Trente ans plus tard, le changement de tableau est spectaculaire. La politique n'intéresse plus personne, elle est même rejetée, parce qu'inefficace devant l'économie mondialisée.

Les jeunes aujourd'hui, qui ont massivement abandonné le terrain politique, ont fait un retour du côté de certaines préoccupations morales, souvent rebaptisées « Droits de l'Homme », en solidarité envers les plus démunis.

On réalise quelquefois des sondages pour demander aux gens quelle est leur personnalité préférée. Si on avait fait ce genre d'enquête il y a 40 ans, les réponses seraient vraisemblablement en deux groupes opposés : d'un côté « Che Guevara » (qui ornait la chambre de nombreux jeunes), et de l'autre le « Général de Gaulle ». Ces réponses se seraient réparties entre deux personnalités antagoniques, mais politiques l'une et l'autre.

Dans les années 90, ce fut l'abbé Pierre, non pas comme prêtre catholique, mais comme défenseur des exclus, des pauvres, comme personnalité morale et humanitaire. En vingt ans, on est passé du Che et de De Gaulle à l'abbé Pierre, le chemin parcouru est considérable.

Il y a quarante ans contre la misère ? Les uns auraient répondu la révolution, les autres le progrès, la participation, la croissance. Dans les années 90, contre la misère ? Les restos du cœur. Contre la guerre, l'action humanitaire, Médecins sans frontières. Contre la xénophobie et le racisme, SOS racisme.

A chaque fois ou presque, face à des problèmes qui sont collectifs, sociaux, politiques, la tendance depuis de nombreuses années est de n'apporter que des réponses individuelles, morales, voire sentimentales, parfaitement respectables, mais incapables de résoudre sur le long terme les problèmes.

La morale et la politique sont deux choses différentes, l'une et l'autre nécessaires, mais qu'on ne saurait confondre sans compromettre ce qu'elles ont d'essentiel. Nous avons besoin des deux et de la différence entre les deux. Nous avons besoin d'une morale qui ne se réduise pas à une politique, et nous avons besoin d'une politique qui ne se réduise pas à une morale.

Aujourd'hui, on a le sentiment de moins en moins évident de pouvoir peser collectivement sur notre avenir commun- ce qui est la fonction vraie de la politique. On a des hommes politiques qui se préoccupent plus de leur déroulement de carrière que de répondre aux questions posées et au Bien commun. Pire, les affaires qui fleurissent de chaque côté de l'échiquier politique, en plus d'un sentiment de dégoût, nous confirment dans l'idée que nos élus, quand ils sont au pouvoir, n'ont plus le sens de la mesure, donnent une impression d'impuissance, et se comportent comme des mafieux, ce qui alimente la montée de l'extrême droite, aux projets très inquiétants pour la démocratie et notre devenir. L'histoire dans ce cas-là, valable pour notre pays et pour l'Europe entière, voit ressurgir les démons du passé, et nous engage dans une période délétère qui n'est plus dénoncée. Où sont donc passés nos intellectuels, si prompts à défendre légitimement des causes extérieures à notre pays, et qui sont aphones pour dénoncer ce qui se passe à leur porte ?

Notre avenir ne décide plus à l'Elysée, à Matignon, ni à l'Assemblée Nationale, mais dans les grandes banques de Wall-Street ou de la City et d'ailleurs. Chaque pays est noté, en fonction de son action à résoudre les déficits, ce qui occasionne beaucoup de casse sociale et un rebond du chômage, par des agences qui avaient noté AAA la gestion des banques en 2007 juste

avant leur faillite. Comment leur faire confiance, quand elles punissent d'une mauvaise note les pays qui ne se comportent pas comme le veut l'orthodoxie libérale ?.

D'ailleurs, même la génération morale s'essouffle elle-même, car la Fondation de l'Abbé Pierre, Médecins sans frontières, SOS Racisme avec sa petite main jaune « Touche pas à mon pote » semblent arriver vers leur terme.

Si nous cherchons aujourd'hui un phénomène ayant concentré massivement la jeunesse et étant également riche de sens et qui était inenvisageable il y a trente ans, ce sont les très étonnants et très considérables succès des « JMJ », d'abord avec Jean-Paul II et puis avec l'actuel pape François. C'est le plus grand rassemblement de jeunes depuis 68. Bref depuis la génération du tout politique (Les soixante-huitards), après la génération du tout moral ou du tout humanitaire, on peut désigner la nouvelle génération comme celle la spiritualité. Mais qu'est ce qu'une génération spirituelle ? .

La politique, en schématisant, c'est la question du juste et de l'injuste. La morale, c'est la question du bien et du mal. La spiritualité est la question du sens et du non-sens.

On est passé d'une question morale (Que fais-tu pour les pauvres ?), à une question spirituelle : quel est le sens de ma vie ? . Ces deux questions peuvent être liées, mais n'en sont pas moins différentes pour autant, car on ne peut transformer la société, si on ne se transforme soi-même, mais en même temps, ce qui paraît être de bon sens est pernicieux, car si les individus attendent d'être justes pour se battre pour la justice, il n'y aura pas de justice avant longtemps. S'ils attendent d'être pacifiques pour se battre pour la paix, il n'y aura pas de paix de sitôt. S'ils attendent d'être libres (intérieurement) pour se battre pour la liberté, il n'y aura jamais de liberté. Autant attendre le paradis (monde virtuel) pour combattre les maux du monde réel. Toute l'histoire prouve, au contraire, que la transformation de la société est une tâche largement indépendante de la spiritualité et du travail sur soi.

Dans son petit opuscule « Le capitalisme est-il moral ? » André Comte-Sponville répond que tout système économique, qui est à la fois une science et une technique, n'est ni moral ni immoral. Pourquoi ?

Il répond qu'il existe quatre ordres communs, dont il résume le sens comme ceci :

« L'*ordre techno-scientifique* (ou *économico-techno-scientifique*), structuré intérieurement par l'opposition du possible et de l'impossible, mais incapable de se limiter lui-même ; limité donc de l'extérieur par l'*ordre juridico-politique*, lequel est structuré intérieurement par l'opposition du légal et de l'illégal, mais tout aussi incapable de s'auto-limiter ; limité donc à son tour , de l'extérieur, par un 3^o ordre , l'*ordre de la morale* (le devoir, l'interdit) lequel est complété par un 4^o ordre , l'ordre éthique, l'*ordre de l'amour*.

En quoi cette distinction des ordres que je viens de bâtir, me permet-elle de répondre à ma question : « Le capitalisme est-il moral ? ».

Prétendre que le capitalisme est moral, ou vouloir qu'il le soit, ce serait prétendre que l'ordre n°1 (l'ordre-économico-techno-scientifique) soit intrinsèquement soumis à l'ordre n°3 (l'ordre de la morale), ce qui me paraît exclu par leur type de structuration interne. Le possible et l'impossible, le possiblement vrai et le certainement faux n'ont que faire du bien et du mal.

C'est ce qui rend le scientisme, donc aussi l'économisme, particulièrement redoutables, et d'autant plus que sciences et techniques progressent davantage. « La vérité sans la charité n'est pas Dieu », disait Pascal. Elle n'en est pas moins vraie pour autant, mais moins humaine : il est toujours légitime de la chercher, jamais acceptable de s'en contenter. On le sait depuis Rabelais : « Science sans conscience n'est que ruine de l'âme ». Au reste, les sciences ne sont pas la vérité (elles ne sont que la connaissance, toujours partielle et relative, que nous en ayons) et le scientisme n'est pas la science : il n'est que l'idéologie (en tant que telle non scientifique), qui voudrait que les sciences suffisent à tout, et notamment qu'elles tiennent lieu de morale. Refuser le scientisme, ce n'est pas refuser les sciences : c'est refuser

de s'illusionner sur elles. Refuser le technocratisme, ce n'est pas condamner la technique ; c'est refuser de s'y abandonner.

Cela vaut notamment pour l'économie. Les sciences n'ont pas de morale ; les techniques pas davantage. Pourquoi l'économie, qui est à la fois une science et une technique, en aurait-elle une.

Ex : Vous invitez un physicien pour une conférence-débat. Il vous explique la grande équation d'Einstein $E=MC^2$, l'énergie est égale au produit de la masse par le carré de la vitesse de la lumière.... Imaginons sa tête, si un spectateur lui objecte : « Oui, oui, c'est ce qu'on dit ; mais est-ce bien moral tout ça, quand on pense que c'est ce qui fait exploser la bombe atomique ? ». Le physicien lui répondrait : « Nous ne parlons pas de la même chose ! Je ne fais pas de la morale, en ce moment, je fais de la physique. En physique, il n'y a pas de morale.

L'économie, ce sont des hommes, des femmes, en effet, mais elle n'obéit pas à aucun d'entre eux, ni même à leur somme. Que tout le monde veuille la croissance, cela n'a jamais suffi à empêcher une récession. Que tout le monde veuille la prospérité, cela n'a jamais suffi à empêcher la pauvreté, la misère. Comment l'économie serait-elle morale, puisque elle est sans volonté ni conscience ? Il n'y a pas de « main invisible » qui serait celle du marché (ce n'était chez Adam Smith qu'une métaphore), mais encore moins de main cachée : il n'y a comme disait Altusser, que des process sans sujet ni fin(s). Cela signifie simplement que l'histoire n'est pas une personne, qu'elle n'est pas douée donc de volonté et ne poursuit aucun but . Ce n'est pas une raison pour que l'individu, lui, cesse de vouloir et d'agir ! Même chose pour l'économie. Elle n'est pas une personne, qui aurait sa volonté, ses préférences, ses buts. Comment aurait-elle une morale ? A nous qui sommes assurément des sujets, des êtres moraux, ici et maintenant, sans rêver, que l'économie en tant que processus, le devienne ». Car la force du capitalisme, sa plasticité, vertu qui lui a permis de se sortir de toutes les crises, pourrait se scléroser, et permettre à la bête immonde de renaître. Sa seule issue est le partage des richesses et son contrôle par des instances démocratiques.

N.B. : d'après le classement établi par Transparency Int..., les pays les plus corrompus de la planète seraient la Corée du Nord, l'Afghanistan et la Somalie, qui occupe la 174^o place. La France obtient une honnête 22^o place.

II) Synthèse de la discussion (Daniel)

La politique

La politique peut être définie comme se rapportant à la gestion du Bien commun.

Donc, même s'il y a actuellement une désaffection, les gens sont intéressés par la politique, qui entraîne la confrontation à l'autre, et par voie de conséquence la limitation de l'égoïsme pour mieux vivre ensemble.

La morale

Elle s'entend en Occident comme la morale d'origine Judéo-chrétienne, même si d'autres cultures ont des conceptions différentes, parfois considérées comme non démocratiques.

L'Homme est-il naturellement moral ?

- Selon une première conception, l'Homme a été créé à l'image de Dieu. Il possède donc en lui les valeurs morales dès le départ. Mais dans le courant de sa vie, il va être soumis à des tentations. En ce sens les lois sont utiles car elles viennent empêcher l'homme de succomber aux tentations : par exemple, le code de la route, la police des polices, etc.

- Selon une autre conception, plus darwinienne, l'Homme a évolué depuis très longtemps dans un milieu soumis à la loi de la nature. Il a du lutter en permanence pour sa survie, sa reproduction, sa protection...
C'est la seule loi que nous enseigne la nature, la morale étant une création humaine artificielle. L'Homme possède donc un instinct de survie, qui se manifeste encore parfois sous la forme de l'égoïsme. Ce qui expliquerait l'attitude aujourd'hui de certains hommes qui abusent de leur pouvoir.
- Enfin, une troisième conception fait un peu la synthèse des deux premières positions : tout en ayant un instinct de survie, l'homme serait aussi doté d'empathie, d'amour (Cf. La pitié chez Rousseau). On a même pu démontrer de l'empathie entre animaux et entre bébés.
Dans ce cas, l'Homme moral serait le résultat positif du combat intérieur entre ses mauvaises et ses bonnes tendances.

La morale et la politique

Plusieurs participants font remarquer que souvent les hommes politiques énoncent des promesses électorales, mais ensuite, s'ils sont au pouvoir, ils s'affranchissent de ces engagements. On cite un Président de la République qui aurait été élu à partir du moment où il avait cessé de dire la vérité.

Il y aurait « une éthique de conviction » et une « éthique de responsabilité » (Cf. Max Weber). L'homme politique peut être tiraillé entre sa conviction profonde et ses promesses d'une part, et d'autre part, une fois au pouvoir et en situation de responsabilité, la nécessité de prendre les décisions adéquates à la situation. Cela correspond à la « théorie des sincérités successives ». L'homme politique s'adapte aux circonstances du moment, il ne perd jamais de vue la conservation du pouvoir et la nécessité de sa propre réélection.

Dans ce sens, l'homme politique peut être moral et en même temps injuste, car il est obligé de prendre des décisions qui peuvent aller à l'encontre de ses convictions (licenciement de personnel, etc.)

La question est alors posée de la confiance des citoyens. En effet, si la sincérité en politique est relative au moment où l'on se place, la confiance des citoyens dans les hommes politiques est-elle possible ?

Cette méfiance expliquerait les forts taux d'abstention dans les scrutins.

Platon n'était pas favorable à la démocratie qui, selon lui, conduisait à la démagogie.

Parfois, les hommes politiques vont à l'encontre du sentiment populaire, en décidant des mesures particulières (Ex : suppression de la peine de mort, légalisation de l'avortement).

On les qualifie alors de « courageux », mais est-ce démocratique ?

La démocratie, c'est parfois difficile.

La morale, la politique, l'économie

Tout d'abord, le pouvoir serait par nature corrupteur, et il aurait une influence néfaste sur les dirigeants, qui seraient portés à en abuser, comme le dit si bien Montesquieu.

L'Etat-providence permettait (et permet encore) de rétablir la justice, mais il semble que la tendance soit à la diminution de ses prestations, à la disqualification de l'Etat-providence au profit de l'idéologie libérale.

Concernant les rapports entre la morale et l'économie, il semble qu'il y ait un consensus entre les participants sur le fait que l'économie capitaliste ne peut être morale.

L'intérêt d'un patron, c'est son intérêt personnel et celui de ses actionnaires, il ne s'occupe pas des ouvriers licenciés. Le marché est darwinien, il faut lutter pour survivre et essayer de détruire le concurrent.

En conséquence, l'homme politique doit tenir compte de l'économie, et cela va le pousser à aller parfois à l'encontre de ses convictions ou de ses promesses.

Mais pourtant, lueur d'espoir, on remarque des îlots de résistance face à la toute puissance de l'économie libérale : l'économie solidaire, les mutuelles, les associations, les fondations...

Toutes ces institutions sans but lucratif procèdent d'un état d'esprit différent, preuve peut-être que la morale n'est pas toujours un frein pour l'économie et la politique.

De plus, des actions individuelles conjointes peuvent faire évoluer la société.

Il y aurait aussi en nous des forces positives, empathiques.

L'Humanité a longtemps été gérée par la foi, puis la raison, le chemin actuel souhaitable serait-il l'amour, l'empathie ?

III) Régulation et décisions pour la suite (15')

Positif de recevoir l'introduction avant. Très appréciée, car très consistante. Comment assimiler pleinement cette densité quand le texte est lu ?

IV) Calendrier

- 18 janvier - « L'esthétique » : Lili.

- 15 février - « La valeur de la gratuité dans une société marchande » : Patrice.

- 22 mars « La gentillesse » : Laure

- 12 avril : « Le droit français garantit-il les libertés individuelles ? » : Daniel.

Textes de participants

Le politique, selon M. Gauchet, est *ce qui fait tenir une société*. Il est en ce sens incontournable, pour faire coexister des individus qui puissent « vivre ensemble ». La question du politique est alors : « Comment faire tenir une société ? ». *La* politique peut alors prendre historiquement des formes variées, qui vont permettre à la fonction sociétale du politique de s'exercer (ex. : l'empire, la République, la monarchie, la dictature, la démocratie etc.). C'est le *pouvoir* qui fait tenir une société, car il en assure l'ordonnancement, la façon d'entrer en lien. Ce sont les formes du *pouvoir* qui vont déterminer la nature du lien social et politique entre les membres d'une société, qu'il soit imposé par la tradition, Dieu, la force, ou exercé directement ou par délégation (élection) etc. ?

L'introduction de l'éthique en politique semble devoir répondre à la question : qu'est-ce qu'un *pouvoir juste* ? Ricœur définit la dimension collective, et pas seulement interpersonnelle, de l'éthique, par la visée d'une vie bonne « dans des institutions justes. » Ce qui renvoie à la notion de justice. La force (comme le pensent Pascal et Rousseau), ne peut fonder la justice ; une légalité fondée sur la force sera contestée comme illégitime, si elle ne dépend pas d'un pouvoir reconnu comme légitime (comme la police en démocratie, force au service du droit).

La démocratie peut en ce sens sembler plus « morale » que la dictature, parce qu'elle n'est pas dans son principe fondée sur la force ; elle est plus choisie que subie. Mais à quelle condition le pouvoir dans une démocratie est-il réellement juste ? Si le peuple exerce directement le pouvoir ? Si le pouvoir représente une majorité de citoyens ? S'il s'occupe des plus défavorisés en priorité (Cf. J. Rawls ou la politique du care) ? La justice en politique, est-ce la recherche de *l'intérêt général* plutôt que de l'intérêt particulier, la recherche du *Bien commun* ? Mais parler de Juste et parler de Bien, est-ce la même chose ? Le juste, est-ce le Bien en politique ? Ou bien la morale et la politique sont-elles des registres hétérogènes ? On reproche cependant à certains hommes politiques leur immoralité...

Michel T.

Il est hautement souhaitable que la politique assure le cadre dans lequel l'individu détermine son propre bien.

Toutefois le constat actuel est la dissolution du lien social.

D'autre part, si exercer son humanité c'est être citoyen, comment réaliser ladite citoyenneté alors que la morale est hypothétique ?

A cet égard référons-nous à Epicure pour qui l'homme n'est de nature ni sociable, ni en possession de mœurs douces ; d'ailleurs à être un grand sage, qui pourrait se passer de morale ?

L'accroissement du droit de l'individu menace-t-il à terme la politique, qui est justement le ciment de la vie commune ?

Quelle place pour la morale, discours normatif résultant de l'opposition entre bien et mal, et l'éthique, discours normatif mais non impératif résultant de l'opposition entre bon et mauvais cheminement de vie qui tend vers une vie bonne ?

L'animal politique ne peut faire l'économie des étapes éthique de conviction et de responsabilité, car comme le dit Nietzsche, il existe un principe de réalité avec pour résultat la "real politik" et la politique "du moindre mal".

Quelle place précisément pour une morale kantienne en politique ?

Au pire constitue-t-elle un frein ?

En tout état de cause, une politique saine au-delà des perversions : "puissance, possession, et pouvoir", ne peut s'articuler que par l'alliance des consciences collectives et individuelles.

Si le combat démocratique n'est pas gagné, "notre pays est-il réellement un état de droit", et on est en droit de se poser la question, il reste encore du travail....

Le bien commun serait-il mieux assuré par un pouvoir fort ou comme Kropotkine le souhaitait un belle anarchie ?

Michel C

La morale est me semble-t-il un ensemble de règles qui permettent la vie dans une société donnée. C'est dire que ces règles varient en fonction des sociétés concernées et pour lesquelles elles disent le Bien et le Mal.

Dans nos sociétés judéo-chrétiennes, elles sont censées pour les croyants être établies au nom de Dieu, pour sa gloire et aussi selon des valeurs que nous qualifions aujourd'hui d'humanistes. Pour les chrétiens, l'homme ayant été créé par Dieu à son image, il a conscience du Bien et du Mal. Bien sûr, l'Eglise y a ajouté un dogme qui ne nous concerne pas. Par contre des règles concernant tous les êtres humains doivent être élaborées, même si nous pouvons penser, en dehors de toute idée religieuse, que l'homme porte en lui la conscience du Bien et du Mal : c'est peut-être vrai dans la vie de tous les jours. Mais est-ce aussi simple pour un homme politique, qui se trouve affronté, si j'ose dire, à la relativité du Bien et du Mal dans une société (le malheur des uns...). Ajoutons à cela les contraintes de l'économie et de la situation planétaire qui est désormais la nôtre. Le principe de réalité est là, pas toujours facile à appréhender selon l'angle d'observation qui fait apparaître des intérêts contradictoires.

Comment l'homme politique peut-il concevoir le Bien comme Absolu, incontestable, opposé au Mal, puisque ce qu'il a à « gérer » ce sont des intérêts contradictoires et du monde concret ?

Line

Médiapart s'est fait une spécialité de dénoncer les scandales où se mêlent le monde politique et le monde des affaires. On constate par ailleurs une désaffection croissante des votants lors des élections dans notre pays. Nombreux sont les exemples qui nous interpellent sur le besoin crucial d'éthique, afin de retrouver un équilibre dans la vie politique.

L'éthique (courant philosophique qui réfléchit sur les finalités, les valeurs de l'existence, les conditions d'une vie heureuse, la notion de "bien", ou sur des questions de mœurs ou de morale) interfère automatiquement avec le champ du politique, puisque celui-ci vise à conduire les affaires publiques guidé par le principe de l'intérêt général associé au « bien

commun ». C'est donc une réflexion sur les comportements (politiques et citoyens) à adopter pour rendre la société humainement vivable. L'éthique dans le domaine politique serait une recherche d'idéal de société et de conduite de l'existence pour les responsables politiques.

La conduite des affaires publiques se heurte donc au jugement éthique, puisque la politique vise à avoir une action dans la cité en vue d'atteindre un objectif de paix sociale, de progrès, d'amélioration du contrat social, etc.

Problématique et questionnement : peut-on/doit-on concevoir le/la politique à partir de principes éthiques ?

S'il semble évident et crucial pour une société de rechercher les voies pour s'approcher du fameux bien commun (l'intérêt général), il n'en demeure pas moins que la méthode pose problème. Une méthode pourrait s'appréhender peut-être au moyen de la distinction posée par Max Weber, qui pourrait servir de « baromètre » de la vie politique entre :

- l'Éthique de conviction (principe d'idéalisme) avant l'élection (promesses de campagne) ;
- l'Éthique de responsabilité (principe de réalisme) après l'élection (passage à l'acte)

Comment à la fois défendre des convictions politiques, gagner les élections pour être en mesure d'appliquer les idées, sans tomber dans la démagogie ? **Patrice**

La politique est nécessaire car c'est une façon non violente de régler les conflits. En ce sens, la politique permet d'éviter la guerre ou le chaos.

Elle est aussi nécessaire parce qu'elle devrait avoir pour objectif d'améliorer le sort du plus grand nombre. Pour cela, les partis politiques ont normalement pour mission d'établir un projet de société, projet qui s'inspire d'une philosophie, et qui énumère les moyens à utiliser pour atteindre les objectifs.

Ces projets de société ne peuvent être légitimés que par une morale, une vision de l'Humanité, car si l'économie prend le dessus, le résultat ne pourra être que « l'exploitation de l'Homme par l'Homme ».

Mais comment réconcilier la morale, et ses composantes essentielles (la liberté, la justice, l'empathie...) avec l'économie ? N'est-ce pas là une nouvelle quadrature du cercle ?

Le capitalisme est immoral : il sait produire mais il ne sait pas distribuer les richesses ; le communisme est moral : il sait distribuer, mais il ne sait pas produire...

Le comportement amoral de certains hommes politiques (corruption, mensonges, etc.) entraîne une désaffection des jeunes qui se tournent vers la religion ou la spiritualité. **Daniel**

La politique est un moteur pour que les hommes et les femmes s'engagent vers la voie d'une société juste et équitable, qui les prennent en compte quels qu'ils soient. Ces engagés politiques vont-ils être animés par la morale ? Être moral ou non en politique, est-ce vraiment là la question ? S'il est utile d'être immoral pour le bien commun, le mal n'est-il pas nécessaire ? Sur quoi les acteurs politiques peuvent-ils s'appuyer pour conduire des actions justes ? Sur qui peuvent-ils compter pour que leurs convictions ne s'effritent pas ? Comment conduire leur politique, si celle qui est mise en place doit répondre à des exigences extérieures ? **Laure**

Y-a-t-il une morale et une éthique en politique ?

L'activité économique génère, en effet, des formes de vie sociale et d'appropriation de biens, qui, si elles n'obéissent pas à la morale, n'en obéissent pas, au moins, à une éthique immanente de l'action : ce que, Hegel appelait « Sittlichkeit » (vie éthique) par opposition à « Moralität » (la morale). La moralité, c'est l'obéissance à la loi, elle fait appel à la conscience de chacun.

La vie éthique est immanente aux différentes formes d'organisation sociale, de la Famille à l'Etat, en passant par la Société, et se caractérise par l'unité réelle des intérêts particuliers et de l'intérêt commun. C'est l'unité du particulier et de l'universel. La vie éthique ne demande aucun sacrifice, ni aucun désintéressement. Mes intérêts peuvent ne pas s'opposer à ceux des autres. Cela pourrait être l'union de l'intérêt égoïste et de l'intérêt général. **Gérard**

L'homme politique doit-il être moral ?

Ce sont la fragilité, les contradictions de la politique et du pouvoir qui doivent être corrigés par la vigilance de citoyens responsables, courageux, désintéressés. Ceux-ci, soucieux du bien commun, fondent nécessairement leur action sur l'éthique et la morale, pour « un vivre ensemble » plus juste, et une vie individuelle plus harmonieuse.

Jean-François